

Unité départementale du Bas-Rhin  
14 rue du Bataillon de marche n°24  
BP 10001  
67050 Strasbourg Cedex

Strasbourg, le 24/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ESKA (ex GDE METALIFER)**

3A route du Rohrschollen  
67000 Strasbourg

Références : 0587/MS/AG  
Code AIOT : 0006700587

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement ESKA (ex GDE METALIFER), implanté 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient dans la continuité de la précédente, pour, notamment le contrôle du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire pris à son issue.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA (ex GDE METALIFER)
- 3a route du Rohrschollen 67000 Strasbourg
- Code AIOT : 0006700587
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les installations de la rue du Rohrschollen étaient exploitées par la société GDE jusqu'en 2022. Elles ont, depuis, été reprises la société ESKA (groupe DERICHEBOURG).

L'établissement est réglementé par des prescriptions préfectorales du 29 mars 2021 (AP du 29/03/2021), complétées le 30 mai 2024. Il a initialement été autorisé en 1996.

L'établissement relève de la directive IED : il est donc, en outre, soumis aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019, relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchet.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis, éventuellement, une modification de la rédaction de la prescription, par voie d'arrêté préfectoral, pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des émissions canalisées	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.2 3.2.2	Sans objet
2	évaluation quantitative des risques sanitaires	AP Complémentaire du 30/05/2024, article 1 <sup>er</sup>	Sans objet
3	réduction des envols	AP Complémentaire du 30/05/2024, article 2	Sans objet
4	retombées	AP Complémentaire du 30/05/2024, article 3	Sans objet
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 7.3.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 mai 2024 sont suivies d'actions de l'exploitant. Par rapport aux campagnes de mesures précédentes, émissions et retombées, des améliorations sensibles sont observées. Un point de retombée sous le vent présente toutefois encore une teneur élevée en PCB "indicateurs". Des justifications sont attendues d'ici le 30 juin 2024 en ce qui concerne la modification, sollicitée par l'exploitant, du volume de confinement prescrit des eaux d'extinction.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Surveillance des émissions canalisées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 9.2 3.2.2	
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, air	
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques du broyeur sont contrôlées suivant les paramètres et fréquences du tableau ci-dessous :	
Paramètre	Fréquence
Poussières	Semestrielle (VLE 10 mg/m <sup>3</sup> article 3.2.2)
COVT	Semestrielle (VLE 110 mg/m <sup>3</sup> article 3.2.2)
Métaux et métalloïdes (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Se, Tl, V, Hg)	Annuelle
PCB qui ne sont pas de type dioxine (en masse)	Annuelle

PCB de type dioxine (valeur pondérée en « équivalent toxique »)	Annuelle
Retardateurs de flamme bromés	Annuelle
Dioxines et furannes (PCDDF)	Annuelle
<p><b>Constats :</b></p> <p>Deux campagnes, une restreinte aux COV et poussières, l'autre étendue, ont été réalisées en 2024, conformément à la prescription.</p> <p>Les valeurs-limites fixées pour les COV et les poussières sont respectées.</p> <p>Les autres paramètres ne sont pas limités en concentration.</p> <p>En ce qui concerne les polluants organiques persistants (avril 2024) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PCB DL : 0,0019 ng/m<sup>3</sup> WHOteq (valeur de référence 0,1)</li> <li>• PCB i : 61 ng/m<sup>3</sup> (valeur de référence 100)</li> <li>• Dioxines et furannes : 0,00092 ng/m<sup>3</sup> Iteq (valeur de référence 0,1)</li> <li>• Retardateurs de flamme bromés : non mesurés par erreur : confusion avec les dioxines bromées. Ces dernières sont mesurées à 0,19 ng/m<sup>3</sup> (pas de pondération)</li> </ul> <p>Un contrôle inopiné (février 2024) a été réalisé à l'initiative de l'inspection, pour, notamment la recherche de ces polluants persistants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• PCB DL : 0,0006 ng/m<sup>3</sup> WHOteq (valeur de référence 0,1)</li> <li>• PCB i : 44 ng/m<sup>3</sup> (valeur de référence 100)</li> <li>• Dioxines et furannes : 0,0007 ng/m<sup>3</sup> Iteq (valeur de référence 0,1)</li> <li>• Dioxines bromées : non détectées</li> <li>• Retardateurs de flamme bromés (campagne complémentaire en octobre) : 30 ng/m<sup>3</sup> .</li> </ul> <p>Les teneurs en PCB<sub>i</sub> mesurées à la cheminée sont en net recul par rapport à l'année 2023, où la valeur était de 306 ng/m<sup>3</sup>. Antérieurement, l'ordre de grandeur était le millier de ng/m<sup>3</sup>.</p> <p>Pour les retardateurs de flamme bromés, des valeurs de plusieurs centaines de ng/m<sup>3</sup> avaient été mesurées en 2022 (l'année suivante, le laboratoire ne les a pas mesurées par confusion avec les dioxines bromées). La réduction est donc nette aussi pour ce polluant.</p> <p>Les teneurs en PCB-DL et dioxines n'appellent pas d'observations. Elles restent très en dessous de la valeur de référence.</p> <p>NB : la pondération en équivalent-toxique (teq) a pour effet que les teneurs en PCB-DL sont très faibles. Cet effet n'existe pas pour les PCB<sub>i</sub>, sans pondération réglementaire.</p>	
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites	

## N° 2 : évaluation quantitative des risques sanitaires

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/05/2024, article 1 <sup>er</sup>
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, santé environnement

<b>Prescription contrôlée :</b>  Production dans le délai d'un an d'une évaluation de l'état des milieux et d'une évaluation quantitative des risques sanitaires.
<b>Constats :</b>  Les travaux sont en cours. Le dépôt des études est attendu au mois de mai.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 3 : réduction des envols

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/05/2024, article 2
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, air
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en place : d'« équipements de prévention et d'abattement efficaces, complémentaires à ceux déjà en place, des envols de poussières depuis les matériaux sortant du broyeur. »  Justification du choix des solutions  Mesure de leur efficacité
<b>Constats :</b>  L'exploitant rend compte avoir pris plusieurs mesures : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Remise en état des bavettes sur la ligne de broyage ;</li> <li>• Amélioration du système d'aspiration (changement de la cheminée du broyeur) ;</li> <li>• Nettoyage des diffuseurs air/eau du système d'aspiration du broyeur ;</li> <li>• Nettoyage de toute la tuyauterie ;</li> <li>• Fonctionnement soutenu de la machine d'injection de mousse dans le broyeur ;</li> <li>• Tri des entrants amélioré.</li> </ul> La couverture des stériles (matières légères) serait en définitive réalisée non par un nouveau bâtiment, tel qu'annoncé, mais par la couverture, en 2025, des structures existantes.  Les diverses mesures prises et projetées sont pertinentes.  L'amélioration des résultats de mesures, ressortant des campagnes de l'exploitant et du contrôle inopiné, est à mettre en relation avec les travaux indiqués réalisés à ce jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 4 : retombées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/05/2024, article 3
<b>Thèmes :</b> Risques chroniques, air, sols

<b>Prescription contrôlée :</b> Réalisation de deux campagnes annuelles de mesures de retombées, une estivale, une hivernale.
<b>Constats :</b>  Une campagne seulement a pu être réalisée en 2024. La prescription n'a été prise que le 30 mai 2024 et le bureau chargé des prélèvements a été en capacité de faire deux mesures seulement, rue du Havre, sur le site de l'autre broyeur. La situation sera corrigée en 2025. Les deux campagnes au Rohrschollen sont d'ores et déjà programmées : avril-mai puis octobre-novembre. Les mesures à la cheminée interviendront pendant ces périodes. La campagne de mesure des retombées de l'année 2023 était intervenue au mois de juin. Celle de l'année 2024 a été réalisée au mois de novembre. Les valeurs de retombées sont en net recul sur tous les points, y compris au plus impacté, situé sur la limite entre le broyeur et l'incinérateur Sénerval, au nord du broyeur, donc sous les vents dominants. Une teneur notable en PCB « i », 142 ng/m <sup>2</sup> /j y est toutefois encore mesurée si l'on considère des valeurs de bruit de fond industriel urbain entre 13 et 26 ng/m <sup>2</sup> /j.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites

#### N° 5 : Confinement des eaux d'extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/03/2021, article 7.3.2
<b>Thèmes :</b> Risques accidentels, eaux d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, les eaux installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent), permettant de recueillir des eaux polluées d'un volume de 1 395 m <sup>3</sup> . Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. (...)
<b>Constats :</b>  L'exploitant va produire, avant la fin du mois de juin, les justifications de ce que le volume effectivement disponible, soit 617 m <sup>3</sup> , bien que non conforme à la valeur prescrite mais correct au regard du calcul D9/D9A, est suffisant. Il estime que sa gestion des stocks en attente de broyage, surtout leur fragmentation et leur séparation, permet d'éviter un incendie généralisé nécessitant plus d'eau que le site pourrait en retenir. Lors du dernier incendie des stocks en attente de broyage, en juillet 2023, la quantité totale d'eau envoyée en destruction, dont l'exploitant a rendu compte, est de 496 t soit de l'ordre de 500 m <sup>3</sup> , moins que la capacité de 617 m <sup>3</sup> précitée. Cet incendie avait duré une journée entière et, par précaution, des norias de camion citernes exportaient les eaux d'extinction vers les sites Derichebourg des rues du Havre et de la Minoterie.  La vanne de confinement a été testée. L'exploitant projette de la doubler.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites